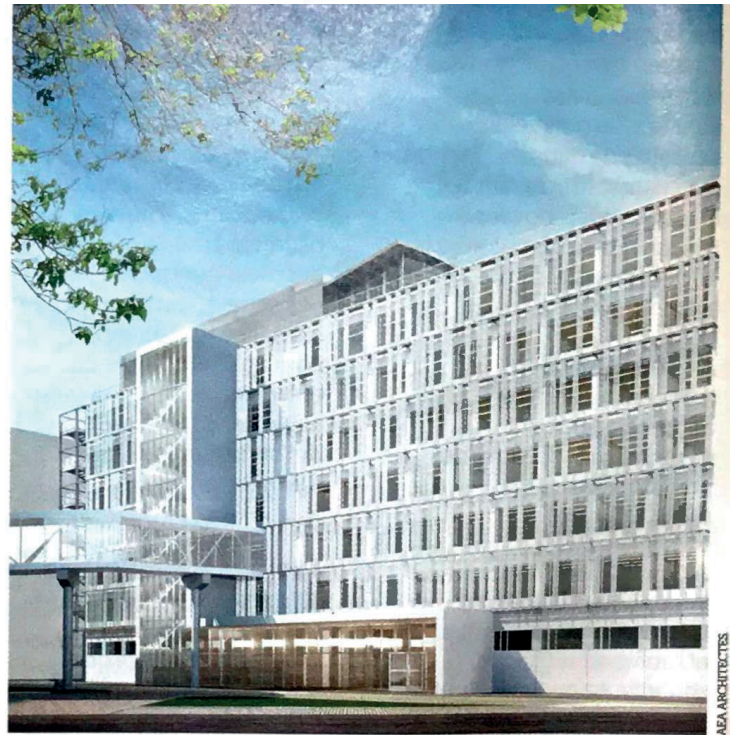


Le Parlement européen, adepte des contrats-cadres

Le Parlement européen lancera avant l'été la consultation pour son premier contrat-cadre d'entreprise générale à son siège de Strasbourg. Le marché concernera des travaux courants ou urgents. Les projets immobiliers d'envergure continueront à faire l'objet d'appels d'offres spécifiques. L'institution prolonge ainsi un mode opératoire original, qu'elle pratique déjà à Bruxelles avec le groupe Bouygues, et à Strasbourg au stade de la maîtrise d'œuvre. Au siège en effet, deux contrats-cadres de quatre ans maximum issus d'appels d'offres européens régissent d'une part la mission de bureau de contrôle et coordinateur SPS (titulaire : Bureau Veritas), d'autre part les « prestations architecturales et techniques ».

Ce second contrat est le plus emblématique. A son titulaire qui est, depuis l'été 2014, le groupement alsacien AEA Architectes (mandataire)-Serue Ingénierie (bureau d'études structure, fluides et électricité), il attribue une exclusivité de missions, en contrepartie du respect de plusieurs obligations : réalisation des études préliminaires (diagnostics, études de faisabilité...), conseils dans des choix techniques et les relations avec les administrations françaises, assistance éventuelle dans la sélection des entreprises de travaux.

Une nécessaire proximité. « Souplesse et réactivité, ce sont les deux mots-clés. Nos marchés présentent une très grande diversité de taille (20 000 euros à 10 millions d'euros de travaux en ce moment) et de rythme d'avancement de leurs études. La programmation doit intégrer une semaine d'arrêt de chantier tous les mois pendant les sessions parlementaires. La charge de travail est très variable : certains projets (c'est le propre d'une institution politique) peuvent s'arrêter brusquement pour changer de contenu avant de repartir du jour au lendemain, comme ce fut le cas récemment pour l'entrée du bâtiment Winston-Churchill », décrit Dimitri Tenezakis, chef de l'unité de Strasbourg de la direction des projets immobiliers, qui admet le défi imposé en termes de gestion des équipes. Proportionnelle au volume, donc sans forfait, la rémunération « se monte en moyenne à quelques centaines de milliers d'euros par an », précise-t-il.



Le bâtiment Vaclav-Havel sera habillé de brise-soleil et d'un béton blanc poli revêtu de marbre de Thassos.

« Un tel fonctionnement nécessite une certaine taille d'agence, mais surtout une présence physique sur place », observe René-Pierre Ortiz, cogérant d'AEA qui mobilise jusqu'à 10 personnes sur 45 pour le Parlement. Le postulat suppose, soit un important cabinet régional, soit un relais local à une signature extérieure. Il est confirmé par le scénario du premier contrat-cadre. L'espagnol Idom l'avait emporté seul en 2011, mais il avait renoncé deux ans plus tard, devant son impossibilité pratique à piloter à distance.

Les chantiers strasbourgeois du Parlement représentent une moyenne annuelle de 8 millions d'euros. Les principaux projets en cours concernent le nouveau centre de visiteurs « Parliamentarium » confié à l'alsacien CKD et les travaux de sécurisation des bâtiments. Quant à la restructuration lourde de l'immeuble Vaclav-Havel (10 millions d'euros), Bouygues Bâtiment Nord-Est la terminera début 2017. ● Christian Robischon